**Modèle d’arrêté de police de réquisition d’immeuble**

**Remarque :**

*Le modèle ci-dessous concerne la réquisition d’un* ***immeuble dont le propriétaire a la pleine jouissance****.*

*Si le bien fait l’objet d’un* ***bail emphytéotique****dont l’échéance ne tombera pas durant la période de réquisition : la réquisition peut être dirigée vis-à-vis de l’emphytéote seul. A défaut, le propriétaire et l’emphytéote devront être consultés dans le cadre de la phase de négociation (requise sauf extrême urgence), la réquisition sera à diriger vis-à-vis des deux parties et chacune devra se voir notifier l’arrêté.*

***Si le bien fait l’objet d’une******location ou d’un autre type de droit personnel*** *: le propriétaire et le locataire/titulaire du droit personnel devront être associés à la phase de négociation (requise sauf extrême urgence), la réquisition sera à diriger vis-à-vis des deux parties et chacune d’entre elle devra se voir notifier l’arrêté*

**Le Bourgmestre,**

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 133, alinéa 2 et 135, paragraphe 2,

Vu l’article 422ter du Code pénal,

Considérant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d’une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics;

Considérant le besoin de reloger urgemment un nombre important de ménages victimes des récentes inondations, dont les logements ont été déclarés insalubres ou inhabitables et/ou qui sont situés en des lieux comportant des risques sanitaires majeurs tels que des intoxications par hydrocarbure ou suite à l’amoncellement d’immondices*,*

Considérant que certains biens doivent être fournis en toute urgence au risque de mettre en péril la sécurité et la salubrité des citoyens,

Considérant que pour cette raison, il est indispensable de réquisitionner le bâtiment situé à …

Considérant qu’une indemnisation sera prévue à concurrence de … (à déterminer)

Vu l'entretien ayant eu lieu avec M. … Mme… / l’entreprise…, propriétaire du bien, de la présente mesure afin d'obtenir une prestation sur base conventionnelle (*Sauf si la commune peut justifier d'une urgence extrême ne laissant absolument pas place à la négociation, il est impératif de tenter l’accord amiable*)

ARRÊTE :

Article 1 :

Madame/Monsieur … / entreprise

Domicilié (e) …./ siège social….

Est tenu(e) de fournir l’immeuble suivant dont il/elle est propriétaire pour la date du (compléter) :

Article 2 : Le présent arrêté sera notifié à son destinataire.

Tout dommage occasionné aux choses requises et résultant d'accidents survenus dans le cours ou par le fait de l'exécution des opérations en vue desquelles la réquisition a eu lieu sera indemnisé. (Il est vivement conseillé de réaliser un état des lieux à l’entame)

**Article 3 :**  Un recours en suspension ou en annulation peut être introduit devant le Conseil d’Etat contre la présente décision. Pour ce faire, une requête doit être adressée au Conseil d’Etat, soit par lettre recommandée à la poste, à l’adresse suivante : rue de la Science, 33, à 1040 Bruxelles ; soit par voie électronique. Cette requête doit être introduite dans les soixante jours à dater de la réception de la présente notification.